

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HARROUCH Abdelhamid

890 route de l'Étang
16 100 Boutiers-Saint-Trojan

Références : 2025_1565_UbD16-86_Env

Code AIOT : 0003107016

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral portant amende administrative à hauteur de 5 000 € pour non-respect constaté de la mise en demeure de 2023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement HARROUCH Abdelhamid implanté 890 route de l'Étang 16 100 Boutiers-Saint-Trojan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de ce jour vise à faire un point de situation, faute de réponse et de suites données par l'exploitant aux mesures contenues dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juin 2023. De même que lors de l'inspection précédente, l'inspection s'est déroulée avec la participation d'un représentant de la gendarmerie (brigade de Cognac en charge du secteur) afin que celle-ci examine les suites pénales pouvant découler de la situation rencontrée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HARROUCH Abdelhamid
- 890 route de l'Étang 16 100 Boutiers-Saint-Trojan
- Code AIOT : 0003107016

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant achète des véhicules à des particuliers ou des garages, les stocke, sur sa parcelle de terrain, récupère des pièces mécaniques pour pouvoir réparer d'autres voitures qu'il revend ensuite. Il stocke de nombreuses pièces mécaniques, pneumatiques et de carrosseries sur son terrain non imperméabilisé et sous les intempéries. Il récupère les fluides dans des bidons ainsi que les batteries, entreposés sans rétention dans son garage personnel. Lorsqu'il n'a plus besoin de certaines pièces mécaniques ou qu'il veut évacuer les épaves, il les fait évacuer par les sociétés SIRMET au Gond-Pontouvre ou SABATIER Joseph à Nersac.

De par l'activité constatée lors de l'inspection précédente, le site contrôlé constitue un centre VHU non enregistré auprès de la préfecture de la Charente et qui ne bénéficie pas non plus d'agrément.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- VHU illégal
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Code de l'environnement, article R.543-155-1	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Amende	3 mois
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	3 mois
3	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	3 mois
4	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II	Avec suites, Mesures conservatoires	Amende	3 mois
5	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de ce jour a permis de constater que la situation différait peu de celle relevée lors de l'inspection précédente du 11 mai 2023 (ayant conduit à la prise d'un APMD en 2023), l'exploitant ayant simplement réalisé une petite dalle bétonnée d'environ 50 m² en extérieur, destinée au lavage/démontage de pièces. La dalle comporte un séparateur d'hydrocarbures enterré. L'exploitant

n'a pu justifier des autorisations requises pour ces aménagements, ni fournir les caractéristiques de cet équipement. Il n'a pu par ailleurs justifier de vidange et avoir procédé à des analyses des effluents présents.

Une partie importante des pièces et pneumatiques ne sont pas stockées dans les conditions réglementaires, les éléments gras (moteurs et boîtes de vitesses sont posés à l'extérieur à même le sol calcaire en extérieur, exposés aux intempéries. L'exploitant les a simplement couverts de films plastiques noirs d'usage habituel de type agricole, lesquels sont neufs et ont été mis en place très récemment, probablement du fait de l'annonce de l'inspection (l'exploitant a été prévenu de l'inspection compte-tenu des difficultés d'accès sur son site).

Les récipients de divers fluides dont plusieurs sont à considérer comme dangereux n'ont pas de rétentions adaptées.

L'exploitant n'a pas fourni de documents tels que cartes grises, BSD-VHU ou même BSD de déchets divers permettant de justifier la traçabilité des déchets entrants et sortants de son établissement.

Il a confirmé par ailleurs n'avoir pas procédé aux démarches de régularisation administrative alors même qu'il a choisi de poursuivre son activité, ne s'estimant pas concerné par la réglementation malgré les précisions apportées par l'inspection des installations classées aussi bien lors de l'inspection précédente que lors des auditions dans le cadre de la procédure pénale.

En conclusion, il apparaît que l'exploitant n'a pas pris en compte les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 30 juin 2023. **L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral infligeant une amende administrative à hauteur de 5 000 € pour non-respect de l'APMD supra.**

Le volet pénal lié à la situation de délit observé sera pris en charge par la gendarmerie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-155-1
Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement centre VHU
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 11/05/2023 <ul style="list-style-type: none">• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, dépôt de dossier• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
Prescription contrôlée : Article R.543-155-1 Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage. Arrêté de mise en demeure du 30/06/2023 article 1 La société HARROUCH Abdelhamid exploitant un centre VHU sis 890 route de l'étang sur la commune de Boutiers-Saint-Trojan est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit : <ul style="list-style-type: none">• en déposant un dossier de demande d'enregistrement, conformément à l'article R.512-46-1 et suivants du code de l'environnement complet et recevable, et d'agrément, conformément à l'article L.541-22 du code de l'environnement ;

- ou en déposant un dossier d'agrément conformément à l'article L.541-22 du code de l'environnement en cas de réduction de l'activité à une surface inférieure à 100 m² ;
- ou en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours, l'exploitant fera connaître laquelle des trois options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé (ou adressé ou télédéclaré) dans un délai de 6 mois. L'exploitant fournit dans un délai de 2 mois les éléments justifiants du lancement de la constitution du dossier de demande ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'agrément, ce dernier doit être déposé à la préfecture du département dans un délai de 3 mois ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a :

- ni régularisé sa situation administrative en déposant un dossier d'enregistrement et de demande d'agrément au titre des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2712-1
- ni réduit la surface de son activité à moins de 100 m²
- ni cessé cette activité
- transmis aucun document (BSD-VHU, BSD) attestant de l'évacuation des VHU et divers déchets dans les filières autorisées (voir point de contrôle n°5 ci-après) accompagné des photos illustrant l'évolution de la situation
- transmis aucun justificatif (registre de police, cartes grises des VHU) permettant de juger que la procédure « destruction administrative ou DA » est respectée afin de permettre un suivi et mise à jour des fichiers véhicules du SIV (système d'immatriculation des véhicules) dans les conditions réglementaires.

L'exploitant a simplement présenté le jour de l'inspection les documents suivants :

- livre de police pour lequel il a été noté qu'il n'était pas à jour tant sur le plan des véhicules entrants que ceux sortants
- d'un bon d'enlèvement de la société Sirmet daté de la veille de l'inspection (28/10/2025) pour l'équivalent de 6 900 kg de véhicules hors d'usage, sans que l'exploitant puisse justifier de la nature, quantité et des VHU concernés.

Les termes de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/06/2023 n'ont pas été respectés.

NUMERO D'ORDRE	DATE DE L'ACQUIT DU DEPOT OU DE L'IMPORT A L'ECHANGE	DESCRIPTION DE L'OBJET Immobilier, nature, provenance, état, dimensions, lieux, signatures, accompagnements, notes, offres, pour les véhicules automobiles Mentionner le numéro de l'acte de vente ou de l'acte de cession	NOM, PRENOM OU DENOMINATION SOCIALE DU VENDEDUEUR, DU RELEVANT OU DE L'IMPORTATEUR A L'ECHANGE QUANTITE OU SEULE SOCIAL	NATURE ET NUMERO DE LA PIÈCE OBLIGATOIRE PRELEVÉE INDICATION DE L'AUTORITÉ QUI LA DÉLIVRE ET DATE DE L'ACQUISITION	PRIX D'ACHAT (OU VALEUR RÉELLE)	MODE DE RÈGLEMENT	DÉCISION DE CLASSEMENT OU D'INSCRIPTION DE CLASSEMENT
29	22/02/2025	Citroën C5 1.6 HDI VF36P2H 202557219 AB 013 AY	Lermineux Daniel For 16/100 Cognac		1000		
80		Citroën C5 20 HDI VF2 DCR 202557219 283000km - AB 642 NF			1100		
81		Peugeot Partner VF36J9HX 202557219 263000km - RS 8313 B			1000		
82	20/02	Citroën C4 VF71A3WC 202557219 100000	Renault		1100		
83	21	Hyundai Tucson KN4JNB 202557219 164000km - FL 696 JV			2000		
84	31	Volkswagen Golf WVW 222 202557219 251000km - DC 326 XN			1000		
85	21	Citroën C4 Picasso 2006 VF24A9B 202557219 172000km - W 1091 SX	Renault		1500		
86	22	Citroën C4 Picasso VF33D9 202557219 DL 157 DN - 157000	Renault		1500		
97	30/06/2025	Renault Kangoo 1.5 dci VF1FCA 202557219 AB 013 AY - 110000	Renault Kangoo 1.5 dci VF1FCA 202557219 AB 013 AY - 110000		1500		
86	02/12/2025	Peugeot boxer VF34ANE 202557219 2111V 846	Renault Boxer 1.5 dci		1500		

Figure 1: Livret de police (renseignements incomplets)

CERTIFICAT DE CESSIION D'UN VÉHICULE D'OCCASION
(à remplir par l'ancien propriétaire et le...)

FACTURE D'ACHAT N° 24233
Date : 28/10/2025

SIRMET
SAS
SOC INDUSTRIELLE RECUP METAUX
SIRMET SAS
21 le Chail
17800 PONS
FRANCE
Tél : 05 46 02 31 98

HARROUCH ABDELHAMID
890 ROUTE DE L'ETANG
16100 BOUTIERS ST TROJAN
FRANCE

Permis de conduire N° 000316100144
email : ...

Désignation	Quantité	Unité	Imp. %	P.U.	EUR / KG	Montant
VEHICULE HORS D'USAGE A DEPOLLUER	6 900,000	KG	0,00	0,050	EUR / KG	345,00

Total H.T. : 345,00
FRAIS DE FACTURATION : 0,00 %
Montant payé (EUR) : 1,50
Mode de règlement : Chèque comptant
Numéro du chèque : 5809079
Montant : 343,50

HARROUCH ABDELHAMID
Bon pour acquit - Signature :

J'atteste que les objets ou matières que je vends proviennent d'une source légale, respectueuse des obligations en vigueur, notamment environnementales.

SAS au Capital 1 300 000 Euros - 432383321 - SIRET : 43238332100101 - APE : 3832Z - TVA : FR15432383321 1/1

le 28 10 2025

Signature : **SIRMET** propriétaire,
21 le Chail
17800 PONS
FRANCE
Tél : 05 46 02 31 98
TVA INTRA FR15432383321
www.sirmet.fr

Je la réutilisation de mes données personnelles à des fins de prospection commerciale ☒

Figure 2: Bon d'enlèvement de VHU (absence de BSD-VHU)

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> — soit régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'enregistrement et de demande d'agrément au titre des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2712-1. La demande devra tenir compte des exigences résultant des évolutions réglementaires intervenues depuis la dernière inspection et la nécessité de contractualiser avec un eco-organisme ou bien avec système individuel centre VHU agréé. — soit cesser cette activité immédiatement. <p>L'exploitant doit dans tous les cas transmettre les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • copie du livre de police mis à jour • bordereau de suivi de déchets établi conjointement avec la société Sirmet correspondant aux VHU évacués sur les années 2024 et 2025 (dont l'enlèvement du 29/10/2025). <p>L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral infligeant une amende administrative à hauteur de 5 000 € pour non-respect de l'APMD supra.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristique des sols
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 11/05/2023 <ul style="list-style-type: none">• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention. Arrêté de mise en demeure du 30/06/2023, article 2 La société HARROUCH ABDELHAMID, en attente de la régularisation administrative, est mise en demeure, de respecter les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en imperméabilisant le sol des zones de stockage des VHU en attente de dépollution et des pièces mécaniques dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection de ce jour, il est constaté que : <ul style="list-style-type: none">• la quasi-totalité des VHU, dont le nombre est sensiblement le même que lors de l'inspection précédente, est stockée sur la parcelle et à même le sol• la majeure partie des pièces mécaniques, incluant les moteurs, pièces grasses diverses, reste stockée en extérieur. Seule une partie est stockée sur une petite dalle bétonnée extérieure dédiée au nettoyage/démontage des pièces. La majeure partie de ces pièces est simplement recouverte de films plastiques• l'exploitant n'a pu donner de date ni de justificatif de dépôt de dossier d'autorisation ni pu fournir les caractéristiques de la dalle bétonnée et du séparateur d'hydrocarbures mis en place depuis la dernière inspection et justifier que l'équipement est adapté pour éviter le rejet au milieu naturel de substances polluantes• l'exploitant n'a pu fournir de justificatif de nettoyage/curage/vidange du séparateur d'hydrocarbures, mais a indiqué avoir procédé par lui-même au nettoyage récemment et conservé les effluents dans un fût La construction de la dalle de par son usage (nettoyage et stockage de pièces grasses), ne diminue pas le risque d'entraînement vers le milieu naturel de substances polluantes par lessivage du sol de cette dalle, en raison du fait que : <ul style="list-style-type: none">• les eaux de pluie d'une partie de la toiture du garage ne rejoignent pas directement le terrain naturel mais transitent par cette dalle bétonnée• la pente et la configuration de cette dalle, notamment dans la partie longeant le garage ne présentent pas les caractéristiques adaptées pour canaliser la totalité des eaux/effluents vers le séparateur d'hydrocarbures

Les dispositions de l'article 10 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/06/2023 ne sont donc pas respectées à ce stade.



Figure 3: Figure 1 : stocks de VHU non dépollués en extérieur
1



Figure 4: stocks de VHU non dépollués en extérieur 2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Si l'exploitant continue son activité, il doit respecter les prescriptions de cet article. En cas d'impossibilité, il évacue ces pièces en qualité de déchets dans les filières autorisées et transmet les justificatifs correspondants à l'inspection.

L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral ordonnant le paiement d'une amende administrative à hauteur de 5 000 € pour non-respect de l'APMD supra.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 11/05/2023 <ul style="list-style-type: none">• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">— 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;— 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">— dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;— dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> Arrêté de mise en demeure du 30/06/2023, article 3 <p>La société HARROUCH Abdelhamid, en attente de la régularisation administrative, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en disposant tous les conteneurs de fluides et les batteries dans des bacs étanches et sur rétention dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection de ce jour, il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">• les fluides récupérés sur les VHU sont entreposés dans des bidons dans le garage mais ne sont toujours pas sur rétention• des batteries restent stockées à même le sol, sans rétentions associées. <p>Le risque de pollution du milieu naturel en cas d'écoulements intempestifs d'effluents liquides, reste présent et est augmenté par les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• la configuration actuelle du garage ne peut garantir l'absence d'écoulements vers le terrain naturel, en l'absence de seuil sur les 2 accès du garage, l'exploitant a simplement réalisé un petit seuil de sol à peine perceptible sur une partie du garage• diverses parties constructives du bâtiment (tuiles, fenêtres,...) sont manquantes ou dégradées pouvant générer un lessivage du sol par les eaux de pluies et l'entraînement de substances liquides polluantes vers le milieu naturel.

<p>Les dispositions de l'article 25 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012 et de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/06/2023 ne sont donc pas respectées à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si l'exploitant continue son activité, il doit respecter les prescriptions de cet article. En cas d'impossibilité, l'exploitant doit faire évacuer les pièces et fluides en qualité de déchets dans les filières autorisées et transmettre les justificatifs correspondants à l'inspection.</p> <p>L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral ordonnant le paiement d'une amende administrative à hauteur de 5 000 € pour non-respect de l'APMD supra.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Amende administrative</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des pneumatiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 11/05/2023</p> <ul style="list-style-type: none"> • suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II</p> <p>Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p> <p>Arrêté de mise en demeure du 30/06/2023, article 4</p> <p>La société HARROUCH Abdelhamid, en attente de la régularisation administrative, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 41-II de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en dédiant un emplacement spécifique abrité aux pneumatiques afin de les isoler et de les protéger dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>

Constats :

Lors de l'inspection de ce jour, il est constaté que l'ensemble des pneumatiques, dont le nombre est sensiblement le même que lors de l'inspection précédente, à savoir plusieurs dizaines, reste stocké en extérieur à divers endroits, exposés aux intempéries. L'exploitant a simplement recouvert l'ensemble par des films plastiques.

Les dispositions de l'article 41-II de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012 et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/06/2023 ne sont donc pas respectées à ce stade.



Figure 5: stocks de pneumatiques en extérieur 1



Figure 6: stocks de pneumatiques en extérieur 2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit dédier un emplacement spécifique pour le stockage des pneumatiques. Celui-ci doit être abrité pour éviter toute présence d'eau à l'intérieur des pneumatiques.

En cas d'impossibilité, l'exploitant doit faire évacuer les pneumatiques en qualité de déchets dans les filières autorisées et transmettre les justificatifs correspondants à l'inspection.

L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral ordonnant le paiement d'une amende administrative à hauteur de 5 000 € pour non-respect de l'APMD supra.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des pièces
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 11/05/2023 <ul style="list-style-type: none">• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/07/2023
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Arrêté de mise en demeure du 30/06/2023, article 5 La société HARROUCH Abdelhamid, en attente de la régularisation administrative, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 41-III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en entreposant les pièces mécaniques démontées et les fluides dans des containers ou emballages étanches afin de les abriter des intempéries dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection de ce jour, il est constaté que quelques pièces (dont des moteurs) sont stockées sur la nouvelle dalle bétonnée ; cependant, la majeure partie des pièces mécaniques, incluant les moteurs, pièces grasses diverses, reste stockée en extérieur sur le sol calcaire et sont soumises aux intempéries. L'exploitant a simplement recouvert par des films plastiques, ces stockages sans réelles protections efficaces.



Figure 7: moteurs et pièces protection sommaire 1



Figure 8: moteurs et pièces protection sommaire 2

Les dispositions de l'article 41-III de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012 et de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/06/2023 ne sont donc pas respectées à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit dédier un local spécifique pour le stockage des pièces mécanique afin de les abriter des intempéries. En cas d'impossibilité, l'exploitant doit faire évacuer ces pièces en qualité de déchets dans les filières autorisées et transmet les justificatifs correspondants à l'inspection.

L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral ordonnant le paiement d'une amende administrative à hauteur de 5 000 € pour non-respect de l'APMD supra.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 3 mois